



Union Nationale des Etudiants de France

(membre fondateur de l'Union Internationale des Etudiants)

fondée à Lille
le 4 mai 1907

reconnue
d'utilité publique
le 16 mai 1929

membre fondateur
de l'U.I.E.
1946

charte de
Grenoble 1946
naissance du
syndicalisme étudiant

fondatrice
de la MNEF - 1948

59^{ème} congrès :
Paris 1971
renouveau du
syndicalisme étudiant

3352 XA/EL
Paris, le 11 mars 1988

* Circulaire aux Membres du Bureau National *

* et aux Présidents d'A.G.E. *

Cher(e)s Camarades,

Le Collectif National qui s'est tenu les 5 et 6 mars à PANTIN a été l'occasion d'analyser les résultats des élections universitaires qui ont concerné 35 universités et déterminer les grands axes de la bataille revendicative du syndicat pour le deuxième semestre 88.

I Pour ce qui est du bilan chiffré de ces élections, nous devons noter :

1°) La faible participation (entre 15 et 19%), ce qui confirme le divorce existant entre les étudiants et les structures universitaires qui leur sont bien souvent méconnues. Dans une situation où l'administration n'informe pas (ou trop peu) l'ensemble des étudiants sur le rôle des conseils, sur la façon dont l'Université fonctionne et la place que peuvent y prendre les étudiants, il est clair que lorsque des élections universitaires sont organisées, parfois en pleine période d'examens, ou le seul jour de la semaine où la fac est peu fréquentée, la participation au scrutin est ridiculement basse.

Les étudiants ont fait l'expérience de la démocratie directe tout au long du mouvement étudiant sur le budget ou contre le Projet Devaquet, en élisant leurs représentants sur des mandats précis, définis et votés par l'ensemble des étudiants : cela tranche complètement, il faut le reconnaître, avec ces élections universitaires, où bien souvent les candidats sont portés sur une liste sans discussion préalable avec les étudiants, et défendent une plate-forme revendicative pour laquelle les étudiants n'ont pas été consultés.

Pas étonnant que dans ces conditions, les abstentionnistes soient largement majoritaires.

2°) Une chute importante des voix obtenues par les indépendants liée à la disparition ou au net affaiblissement des associations indépendantes dans nombre d'universités.

.../...

UNEF

52, rue E. Pailleron
75019 PARIS

42.45.84.84

Minitel 36.15 UNEF

3°) Une diminution des voix de l'UNEF (- 300 par rapport aux élections du C.A. de 85-86, soit -3%).

Même si les résultats nous sont plus favorables si l'on prend en compte les voix du CEVU et des UFR, il nous faut analyser les raisons de ce phénomène lié à l'état de notre organisation A.G.E. par A.G.E. et à notre activité depuis deux ans.

4°) Une légère remontée en voix de l'Unef-ID (+ 700 voix) qui continue à bénéficier d'une audience importante chez les étudiants (même si cela commence à se tasser), suite au support médiatique qui lui a été accordé pendant le mouvement contre le Projet Devaquet.

Cela est lié aussi au fait que l'Unef-ID peut s'appuyer dans chaque fac sur un réseau de connaissances qu'elle n'avait pas auparavant, et qui constitue autant de relais à ne pas négliger.

5°) Une progression de l'UNI qui dépose cette année dans presque toutes les villes universitaires, ce qui traduit une nette remobilisation de l'électorat de droite à l'Université.

Quelques remarques émergent de l'analyse faite au C.N. :

- Il nous faut tout d'abord considérer ces résultats comme une traduction directe de l'évolution de l'état de notre organisation depuis deux ans. Dans la plupart des cas où nous régressons en voix, cela correspond à un affaiblissement en adhérents ou en implantations.

En effet, il y a de nombreuses UFR où nous ne déposons aucun candidat parce que nous n'y avons aucun adhérent. Cela correspond en général aux facs où nous n'avons pas tenu les chaînes d'inscription, ni les rentrées.

- Il faut bien mesurer par ailleurs, que dans la préparation de ces élections, nous n'avons pas assez mis en oeuvre la démarche du rassemblement que nous avons définie au Congrès de SAINT-ETIENNE, qui aurait dû pousser nos adhérents à discuter avec les étudiants amphi par amphi, de la constitution des listes, de la plate-forme revendicative.

Cette stratégie nouvelle, en rupture avec les habitudes du passé, nous poussait à dire au congrès : "Ce sont les étudiants qui doivent désigner leurs candidats comme durant le mouvement de cet hiver". Nous ne l'avons pas assez appliquée.

C'est cette démarche, et elle seule, qui aurait dû conduire à relever le taux de participation.

- Nous constatons ainsi avec ces résultats, un affaiblissement du travail par UFR et par amphi, auquel il va falloir remédier.

- Pour autant, nous ne pouvons gommer les efforts que nous avons fournis durant toute la campagne électorale. Nous ne repartons pas à zéro, loin de là, d'autant que dans quelques villes, cela nous a permis de recréer une A.G.E. de l'UNEF (à BESANÇON, CAEN, LE HAVRE, BREST, ANGER notamment).

Ces élections nous ont permis en effet, de commencer à mobiliser les étudiants sur le projet Valade et le budget de leur université.

Il faut aujourd'hui prendre appui sur la dynamique que nous avons créée pour passer à la vitesse supérieure dans notre bataille revendicative.

.../...

II C'est le deuxième volet de ce Collectif National

1°) Le projet Valade avance : il doit être adopté d'ici la fin du mois par le gouvernement. Si l'on en croit les déclarations du Ministre et le rapport des 69 sages sur lequel il s'appuie : il vise à opérer un démantèlement complet de l'Université en instaurant une sélection officielle durant le premier cycle par le biais de "Collèges Universitaires" Autonomes, coupés de l'Université et financés en partie par les collectivités locales.

C'est la casse des diplômes nationaux et la liberté totale pour les universités de fixer leurs propres droits d'inscription, leur mode de fonctionnement et de gestion.

C'est un appel du pied à la privatisation de notre formation.

Il faut dire non à ce projet, aussi fort que nous avons dit non au projet Devaquet !

Nous ne pouvons pas attendre le résultat des élections présidentielles ni la sortie du projet Valade les bras croisés. Ce ne serait pas un comportement syndicaliste responsable.

C'est pourquoi je t'invite dès réception du Campus (dans les prochains jours à la gare SNCF de ta ville) spécialement consacré au projet Valade, à en organiser la diffusion association par association, UFR par UFR.

L'objectif fixé par le Collectif National est d'engager le débat dans chaque amphi avec le Campus de manière à ce que chaque association tienne une assemblée générale d'UFR pour débattre et faire échec au projet Valade.

Cela ne se fera pas en un jour : il faut planifier et multiplier les interventions, tenir des tables et des panneaux d'affichages pour y parvenir. Appuyons-nous sur eux pour élargir progressivement le cercle de la mobilisation.

2°) En ce moment même, les universités votent leur budget : partout, c'est un budget de pénurie qui nous est proposé et qui annonce une nouvelle détérioration de nos conditions d'études. Les étudiants sont sensibles à ces questions budgétaires (on l'a vu en novembre 87) pour peu qu'un leur fasse percevoir année après année, les problèmes concrets qu'elles engendrent (réduction des capacités d'accueil, frais d'inscription supplémentaires, locaux délabrés, T.D. surchargés,...).

Cela nécessite aussi un travail par association avec la tenue d'une A.G. sur le budget, faisant le lien avec le projet Valade, la circulation des pétitions par amphi annonçant le vote du budget et dressant la liste des revendications locales.

Tout cela suppose que les associations se réunissent, qu'elles décident de l'action à mener et qu'elles la planifient jour par jour.

Déjà, plusieurs Conseils d'Universités ont été envahis, et ont repoussé le vote de leur budget (PARIS 6, LIMOGES). A PARIS 3, le budget a été rejeté à la suite de l'intervention des élus UNEF.

A chaque fois, une motion exigeant le vote d'un Collectif Budgétaire et d'une loi de programmation pour l'Enseignement Supérieur a été adoptée, comme vient de le faire la Conférence des Présidents d'Universités.

Faisons cette expérience partout : c'est le meilleur moyen de pression sur le Ministère.

3°) Concernant les bourses et les Cités U. Tu viens de recevoir une pétition nationale des élus UNEF/FRUF/UGE pour la revalorisation des bourses et la rénovation des cités. Je te demande d'aider les associations de ton A.G.E. à l'utiliser car sur ces questions-là aussi, Valade doit tenir ses engagements. Le Bureau National de l'UNEF demandera un nouveau rendez-vous à Valade pour apporter l'ensemble des pétitions signées.

Le mouvement des résidents se poursuit à ANTONY et NANTERRE, il peut devenir national car toutes les cités sont menacées d'une nouvelle hausse de loyers pour juillet 88 et les conditions de vie se dégradent. Il s'agit donc, avec l'appel des résidents de Nanterre que tu as reçu, de solliciter nos adhérents vivant en cité pour lancer la mobilisation, diffuser un tract, convoquer une A.G. de résidents dans la perspective d'élire des délégués à la coordination nationale des résidents qui aura lieu le 20 mars à PARIS.

Dans ce cadre-là, nous pouvons créer ou renforcer la FRUF qui tient son congrès les 18 et 19 mars à PARIS.

Il commencera par une invasion du C.A. du C.N.O.U.S. le 18 au matin pour la satisfaction des revendications des résidents. Il est de ta responsabilité de faire monter un ou plusieurs délégué(e)s à ce congrès. Fais le point là-dessus avec Sylvie BONAMI, membre du Bureau National de la FRUF (Cité U. Jean Zay Chambre E 416 92160 ANTONY - Tél. : 46 61 33 04).

4°) Sur la plan international, l'actualité est dominée par l'aggravation de la répression contre le Peuple Palestinien par les troupes israéliennes. Les étudiants y sont de plus en plus sensibles. Une délégation de l'UNEF composée de Frédérique LEBRUN (membre du BN.) et Olivier MEIER (secrétaire national), s'est rendue en Palestine dans le cadre d'une mission internationale de l'U.I.E.. Un compte-rendu public a déjà été organisé avec succès à Jussieu, à l'aide de diapos. D'autres sont prévus, ainsi que des initiatives diverses (débat, création d'un Comité de Soutien au Peuple Palestinien, jumelage de l'Université avec une ville palestinienne...).

Tu as reçu la pétition nationale de l'UNEF sur ce point : là aussi, c'est aux associations de décider de leur action, en fonction des motivations des uns et des autres sur cette question d'actualité.

Le Collectif National a décidé d'organiser le 23 mars, une grande journée nationale de solidarité avec le Peuple Palestinien. Tu vas recevoir du matériel pour cela.

Concernant Jean-Philippe CASABONNE, tu le sais, il est toujours emprisonné en ESPAGNE, sans preuve sérieuse : il subit des souffrances psychologiques et physiques insupportables.

Des Comités de Soutien ont déjà été créés à TOULOUSE, PAU et BORDEAUX. La pétition nationale que tu as reçue est là pour élargir ce mouvement au plan national.

Tu le vois ~~ce~~ ne sont pas les thèmes de bataille qui manquent, au contraire. Il ne s'agit donc pas de tout faire en même temps. Aussi, je te demande de bien planifier ton travail avec ton bureau d'A.G.E. en ayant le souci premier de réunir les associations et de mettre en action tous les adhérents.

Cela passe par une aide minutieuse au responsable d'association pour l'envoi de la convocation, joindre les adhérents, la tenue de la réunion d'association qui prenne des décisions concrètes, les interventions en amphi, en T.D. etc... Mais, c'est la condition pour atteindre tous nos objectifs.

Nous pouvons, dans la période, mettre en mouvement beaucoup d'étudiants et réaliser dans le même temps, de nombreuses adhésions, car le mécontentement est profond. Mais il s'agit de bien s'organiser et de répartir les tâches.

Tu le sais, il y a des échéances à tenir (date du vote du budget en Conseil d'Université, Congrès de la FRUF du 18 au 19 mars, journée nationale de solidarité avec la Palestine le 23 mars), aussi faut-il planifier l'activité en Bureau d'A.G.E. sur tout le mois de mars.

Je te souhaite bon travail,
Amicalement.

Xavier AKNINE
Président de l'UNEF

N'oublie pas d'inscrire immédiatement les membres de ton bureau d'A.G.E. et les responsables d'association au stage national des directions d'A.G.E. qui aura lieu du 2 au 5 avril dans la région parisienne. Fais le point avec Olivier MEIER à ce sujet.